

Le dernier village agricole de Jérusalem se bat pour sa survie

Description

Par Jessica Buxbaum, le 1er avril 2022

Le 30 mars, la Cour suprême d'Israël a reporté une audience décisive pour le sort d'al-Walaja, village palestinien à la lisière sud de Jérusalem. Cette mesure a été saluée comme une victoire par les habitants et repousse à plus loin, pour le moment, la menace de démolition.



Le village d'al-Walaja sectionné par le mur d'apartheid (photo Jessica Buxbaum)

Le 30 mars, la Cour suprême d'Israël a reporté une audience décisive pour le sort d'al-Walaja, village palestinien à la lisière sud de Jérusalem. Saluée comme une victoire par les habitants, le report irait [au moins jusqu'au 1er novembre](#) ce qui prolongerait de facto le blocage de la démolition des 38 maisons menacées.

« Nous sommes parvenus à gagner du temps afin de créer pour tout le village un plan d'ensemble que nous pourrions alors soumettre à la Cour suprême », explique Hassan Nasr Abu Altin, dont la maison figure parmi celles qui sont en danger.

Israël a annexé la partie nord d'al-Walaja en 1967 et l'a intégrée à la municipalité de Jérusalem. Ce quartier est constitué d'environ 150 maisons, bâties pour la plupart après 1967 et exposées à la démolition en raison de l'absence de permis de construire.

Mais les organismes de planification compétents ont [négligé de préparer un plan cadre pour le quartier](#) et, en l'absence d'un tel plan, les habitants ne peuvent faire la demande d'un permis de construire. Face à cette situation, les habitants ont alors lancé leur propre plan d'aménagement pour régulariser la situation de leurs maisons, plan que les autorités municipales se sont refusées à examiner pendant des années.

En 2017, les habitants ont intenté un recours collectif relatif à la carence de la municipalité en matière d'examen de leur plan. Mais, comme le blocage des démolitions n'était pas effectif, les habitants ont déposé en 2018 un appel à la Cour suprême et ont reçu une réponse accordant la protection temporaire aux 38 maisons, composées d'environ 360 à 400 personnes, selon les habitants. Il était prévu que la Haute Cour israélienne discute de cet appel mercredi [6 avril]. En 2020, la Cour suprême a enjoint au Comité de planification du district de la municipalité d'examiner le plan d'aménagement des habitants. Et, en 2021, le Comité s'est réuni pour discuter du plan mais l'a finalement rejeté.

Tandis que les 38 maisons objets de l'appel sont de nouveau protégées par un blocage des démolitions, une vingtaine de maisons menacées de démolition à al-Walaja n'ont pas pu

sâ??associer Ã lâ??action judiciaire Ã lâ??Ã©poque, ou ont reÃ§u un arrÃªtÃ© de dÃ©molition depuis que lâ??action a Ã©tÃ© engagÃ©e. Ces maisons ne sont pas protÃ©gÃ©es et restent exposÃ©es Ã la dÃ©molition Ã tout moment, quatre arrÃªtÃ©s ayant dÃ©jÃ Ã©tÃ© exÃ©cutÃ©s au cours des six derniers mois.

Lâ??audience ayant Ã©tÃ© retardÃ©e, les habitants peuvent continuer Ã dÃ©velopper leur plan dâ??amÃ©nagement, aprÃ¨s avoir rÃ©cemment menÃ© Ã bien une Ã©tude environnementale. Mais ils sont irritÃ©s par lâ??absence de soutien de lâ??Ã©tat concernant lâ??amÃ©nagement de ce secteur.

â??Il est temps que lâ??Ã©tat lui-mÃªme et la municipalitÃ© elle-mÃªme nous aident Ã Ã©laborer le plan dâ??amÃ©nagement comme ils aident dâ??autres quartiersâ?•, affirme Abu Altin, qui se rÃ©fÃ©re Ã la colonie israÃ©lienne illÃ©gale de Har Gilo, situÃ©e Ã proximitÃ©. â??Parce que nous allons de nouveau vivre dans la peur et le stress. Six mois, c'Ã©st trÃ¨s court pour faire tout ce travail [de planification].â?•

ContactÃ©e pour commenter le report de lâ??audience, la municipalitÃ© a indiquÃ© Ã *Mondoweiss* qu'Ã©elle respecte la dÃ©cision de la Cour et qu'Ã©elle â??examine actuellement ses consÃ©quencesâ?•.



Un Palestinien inspecte les dÃ©combres dâ??une maison aprÃ¨s sa dÃ©molition par des bulldozers israÃ©liens, dans le village dâ??al-Walaja, le 11 fÃ©vrier 2019. Photo Wisam Hashlamoun Ã© APA Images.

Un village agricole ancien sous la menace

Ã la diffÃ©rence des versions cinÃ©matographiques du Moyen-Orient, avec leurs dÃ©serts et leurs dunes de sable, al-Walaja est un village pittoresque, pastoral, Ã©tabli Ã flanc de colline Ã JÃ©rusalem. Les villageois cultivent ce paysage fertile et verdoyant depuis des siÃ©cles, recourant Ã des mÃ©thodes agricoles traditionnelles comme lâ??utilisation dâ??eau de source et le fauchage sans engins lourds.

Le village a dÃ©jÃ connu deux dÃ©peuplements dans le passÃ©. En 1948, au cours de la campagne sioniste de nettoyage ethnique appelÃ©e Nakba, les villageois dâ??al-Walaja ont Ã©tÃ© chassÃ©s de leur terre et ont fui soit vers dâ??autres pays soit vers des camps de rÃ©fugiÃ©s, Ã BethlÃ©em en Cisjordanie occupÃ©e ou Ã Amman en Jordanie. Et en 1967, Ã la suite de lâ??annexion par IsraÃ©l, les villageois ont de nouveau Ã©tÃ© forcÃ©s de fuir.

Aujourd'Ã©hui, al-Walaja est coupÃ© en deux â?? un secteur dÃ©pend du Gouvernorat de BethlÃ©em et lâ??autre fait partie de JÃ©rusalem. La superficie dâ??Al-Walaja a diminuÃ©, des colonies israÃ©liennes s'Ã©tant emparÃ©es de ses terres dâ??origine.

En janvier 2021, le Comité de planification du district de la municipalité de Jérusalem s'est réuni sur injonction de la Cour suprême pour examiner le plan d'aménagement conçu par les habitants d'al-Walaja. Le comité a rejeté le plan et a désigné en revanche al-Walaja comme zone agricole ancienne, nécessitant des mesures de préservation environnementale qui impliquent sa transformation en parc national.

Israël pratique depuis longtemps le vol de terres palestiniennes qu'il [désigne comme espaces verts](#), restreignant ainsi la planification et le développement palestiniens. En fait, [de nombreux parcs nationaux israéliens ont été construits](#) sur les ruines de villages palestiniens détruits pendant la Nakba.

L'habitant Ibrahim Raj, dont la maison fait partie des 38 menacées, explique que le rejet du plan par le comité pour des raisons environnementales entre en contradiction avec ses actions.

La municipalité dit que l'octroi du permis de construire de nouveaux bâtiments détruira l'environnement, explique Raj. Mais ce n'est pas logique, puisque le village est entouré par des colonies et par le mur [séparant la Cisjordanie d'Israël], qui ont détruit la nature et le paysage.

[La construction du mur sur trois côtés d'al-Walaja](#) a amputé le village de plus de 100 hectares de terres agricoles, qui sont maintenant situées du côté israélien. L'État a déclaré ces terres sous le nom de Parc national Nahal Refaim.

Le mur et les colonies nous ont empêchés d'accéder à notre propre terre, que nous avons cultivée en y travaillant dur, dit Raj. Aujourd'hui, les villageois d'al-Walaja qui détiennent une carte d'identité cisjordanienne ne peuvent accéder aux arbres fruitiers dont ils récoltaient les fruits avant la construction du mur.

Amy Cohen, directrice des relations internationales et du plaidoyer chez Ir Amim, organisation israélienne sans but lucratif, explique que les pratiques culturelles historiques des villageois contribuent, en réalité, à la préservation de l'intégrité environnementale de ce secteur.

Sans cette communauté dont la présence ici a préservé ces atouts agricoles et historiques dans le secteur, il ne survivra pas, affirme Cohen.

La restriction du développement résidentiel n'est pas la seule question écologique qui affecte al-Walaja. En serpentant le long des chemins du village, vous trouverez des piles de débris des maisons démolies. Sari Kronish, architecte chez Bimkom, organisation qui s'occupe des droits de l'aménagement en Israël, analyse l'impact sur l'environnement de la mise en œuvre des démolitions de bâtiments.

Comment peut-on dire que c'est écologique ? C'est fortement paradoxal d'exiger que ce lieu soit un parc serein et, dans l'intervalle, de venir ici créer un tel chaos, souligne Kronish.

Le soutien des pressions politiques

Avant l'audience du 30 mars, 50 parlementaires démocrates [aux États-Unis] ont envoyé une [lettre](#) au Secrétaire d'État Antony Blinken, l'exhortant à s'adresser à Israël afin

dâ??empÃcher le dÃ©placement forcÃ© des habitants dâ??al-Walaja. Il se peut que la pression politique amÃ©ricaine ait contribuÃ© Ã retarder lâ??audience, comme le suppose Aâ??raj.

â??La plupart des sÃ©ances [consacrÃ©es aux dÃ©molitions de maisons] ont Ã©tÃ© reportÃ©es en raison de pressions politiques venues de lâ??Ã©trangerâ?•, souligne Arâ??aj. â??GÃ©nÃ©ralement, quand survient une telle situation, IsraÃ©l se contente de retarder son action. Il nâ??annule jamais son projet tant que la pression nâ??a pas disparu, pour pouvoir le reprendre Ã lâ??avenir.â?•

Regardant le mur qui coupe en deux al-Walaja, Aâ??raj se demande pourquoi IsraÃ©l poursuit le dÃ©placement au lieu de laisser tranquille le village.

â??[IsraÃ©l] se sent bien quand il nous voit souffrir, subir des dÃ©placements, Ãatre sans logisâ?•, dit Arâ??aj. â??Câ??est pour cela quâ??il continue.â?•

Jessica Buxbaum est une journaliste indÃ©pendante basÃ©e Ã JÃ©rusalem, qui couvre la Palestine et lâ??occupation israÃ©lienne. [@jess_buxbaum](#)

Source : [Mondoweiss](#)

Traduction SM pour lâ??Agence mÃ©dia Palestine

Tags

1. al
2. al-walaja
3. Cour suprÃame
4. dÃ©molition
5. JÃ©rusalem
6. Jessica Buxbaum
7. justice
8. Mondoweiss
9. petit village
10. village
11. village palestinien
12. walaja

date crÃ©Ã©e

2022/04/06